

Faut-il craindre une autre histoire du Québec ?

Ω

On dit de l'histoire qu'elle est sous surveillance. La preuve en fut donnée au Québec au printemps 2006. Un texte paru à la une du *Devoir* annonçait en effet que le gouvernement de la province était sur le point d'avaliser un nouveau programme d'histoire qui répudiait littéralement la vraie nature du passé québécois. Au dire du scribe incendiaire et de ses suiveurs remontés, le programme en question – *Histoire et éducation à la citoyenneté* – était une insulte à la mémoire collective de la nation. Il dérogeait au grand récit collectif fondé sur le conflit pérenne entre les Français et les Anglais. Il ne construisait plus l'histoire de la nation sur la série d'échecs, de défaites et d'humiliations qui avaient scandé son parcours dans le temps. Le passé du Québec cessait d'être mis en scène comme une tragédie sans fin. Il était au contraire le lieu de productions et de réalisations positives. Il n'était plus cette pièce où les Québécois, et les Canadiens français avant eux, jouaient le rôle de Vaincus et de Victimes. Selon le journaliste et ses émules scandalisés, l'orientation du nouveau programme était rien de moins qu'indécente et inquiétante. C'était le sens et l'essence du Nous-Autres les Québécois qui risquaient de pâtir irrémédiablement de ce nouveau programme. Mais le plus grave restait à venir. À terme, les jeunes ne sauraient plus se définir comme Québécois à partir d'un récit où ils apparaissaient comme les héritiers d'éternels *Manqués*. La crainte de ne pas être disparaîtrait possiblement de leur imaginaire. Ils cesseraient alors d'être Québécois. Car ce qui définit principalement un Québécois, c'est sa souffrance de ne pas avoir été ce qu'il aurait pu être ou dû être – à cause de l'Autre, bien sûr...

BATAILLE RANGÉE

Sur le plan du fond, le débat portant sur le nouveau programme d'histoire n'a rien donné de positif. Aucune réflexion consistante n'a été produite sur l'interprétation à offrir de l'expérience historique québécoise. Très tôt, les chevaliers de la mémoire ont pris le crachoir médiatique et imposé leurs visions. Leur argument était d'autorité. Il se résumait à ceci : pas touche à notre histoire ni à notre mémoire. Le grand récit collectif accrédité des

Québécois a le statut d'évangile. Il ne peut être remis en cause ou remplacé par les historiettes de salon confectionnées par les tenants de la nouvelle histoire. Ceux-là sont des «feds» déguisés en profs. Ils veulent dépolitiser le passé québécois. Ils veulent cesser d'en faire un lieu d'éducation nationale. Ils veulent inoculer aux jeunes le germe du doute par rapport aux représentations acquises et interprétations conquises du passé collectif. Ils veulent sortir les jeunes d'un espace mémoriel et historial qui est le cocon de leur identité. La descendance nationale est en péril. Et la transcendance nationale de même...

Dès le début de la controverse, quelques intervenants, identifiés comme étant derrière l'hérésie, s'élevèrent bien sûr contre le dire exalté des vestales de la Nation québécoise. Détail intéressant, les «impies» venaient surtout de l'Université Laval ! Leur propos visait la modération et la pondération. On pourrait le résumer à ces quelques points :

- Non, le nouveau programme n'est pas l'expression d'un complot fédéraliste. Il a été élaboré par un groupe de spécialistes de divers horizons professionnels et sans doute de différentes allégeances politiques, mais leur affiliation idéologique n'a pas été un critère de recrutement... Pour confectionner le programme réformé, ses concepteurs ont d'ailleurs consulté ou sondé de nombreux experts – pédagogues, didacticiens, enseignants, historiens – tous compétents et rigoureux dans leurs approches. Dernier point mais non le moindre, le programme, dans le cours de sa préparation qui s'est étendue sur près de deux ans, a fait l'objet de plusieurs présentations auprès des maîtres, suscitant leur enthousiasme et recueillant leur appui.
- Attention avant d'attaquer le programme mis en place par le ministère sous prétexte qu'il ne charrie pas la matière habituelle de l'histoire du Québec. Il faut comprendre que ce programme en est un d'éducation civique par lequel on vise, grâce à l'histoire, à initier les jeunes aux particularités de la société dans laquelle ils vivent *maintenant*. Certes, on peut contester la décision du gouvernement de préconiser l'éducation civique par l'histoire plutôt que de miser sur l'éducation historique *stricto sensu*. On ne peut toutefois juger de la qualité d'une pomme à partir des critères d'appréciation d'une orange. Ce que le ministère inaugure et promouvoit, appuyant sa démarche sur moult rapports de comités et sur un large consensus, n'est pas comme tel un programme d'histoire nationale, mais un programme d'éducation à la citoyenneté.

- Et même s'il s'agissait d'un programme d'histoire nationale, il faut bien admettre que le passé québécois est quelque chose de complexe. Le réduire à une histoire simple et univoque, par exemple celle de la «Nation conquise, estropiée et mise en réserve par l'Autre», n'est peut-être pas la meilleure façon d'en rendre compte. Le défi actuel de l'enseignement de l'histoire au Québec n'est-il pas d'«ouvrir le passé national», comme le recommandait dès 1996 le Comité Lacoursière ?
- Finalement, les jeunes ne sont pas des cruches à remplir, mais des esprits à stimuler. L'école est précisément ce lieu où l'on peut les initier au raisonnement systématique et à la pensée critique. Or, transmettre aux jeunes le goût de l'analyse rigoureuse et celui du réflexe critique est aussi important que de leur transférer des masses de faits. L'acquisition par les jeunes de «compétences transversales» vise justement à développer leurs habiletés intellectuelles. Cet objectif pédagogique, endossé et poursuivi dans le monde occidental depuis un bon moment, est la marque d'une progression, non celle d'une régression ou d'un détournement de conscience.

Malheureusement, et ce, sans surprise peut-être, la manifestation de raison des profs de Laval n'eut guère de succès, à peine d'écho. La vague de critiques contre le nouveau programme fut comme une déferlante par temps d'ouragan ! Devant l'ampleur des protestations orchestrées, le ministre craqua. Rapidement, il donna instruction pour qu'on réintroduise «plus de conflits» dans l'histoire du Québec. Il affirma aussi qu'il n'était pas question de proposer aux jeunes une histoire du Québec qui ignore les faits structurants de l'expérience québécoise dans le temps. Il combla d'aise les dénigreur du programme en ajoutant que la perspective de cette histoire ne devait pas être liée aux besoins du présent, mais qu'elle avait pour obligation de refléter le passé réel. Et le programme d'être révisé en conséquence, comme s'il péchait effectivement des vices qu'on lui imputait !

LENDEMAIN DE GUERRE

Le remaniement du programme a-t-il amadoué ceux qu'il enrageait ? Non.

Depuis son amorce, la campagne de dénigrement de l'initiative ministérielle n'a cessé de s'étendre dans les blogues, sur les sites Internet et dans les journaux. Soutenue notamment par la revue *L'Action nationale*, par la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal et par le Mouvement national des

Québécoises et des Québécois, une coalition pour la promotion de l'enseignement de l'histoire au Québec a même vu le jour à l'été 2009. Les griefs du syndicat sont nombreux. Au dire des hérauts de l'alliance, le programme *Histoire et éducation à la citoyenneté* met trop l'accent sur les compétences à maîtriser et pas assez sur les connaissances à acquérir ; dit sans ambages, les apprentissages l'emportent sur les contenus, ce qui est mauvais pour la formation de petits nationaux. Pis, la trame narrative servant de support à l'histoire racontée demeure trop iconoclaste par rapport à ce qui serait souhaitable. Imbu de rectitude politique et inféodé aux sirènes du multiculturalisme et du postnationalisme, le programme aseptise le passé et l'adoucit au lieu de le révéler dans la tourmente de ce qu'il fut et les misères qui l'ont marqué. Si bien que les jeunes risquent d'oublier qu'ils ont eu une histoire pleine de peines et de déveines. Et qu'ils appartiennent à une nation meurtrie.

Ce diagnostic éploré et catastrophiste, qui présente le nouveau programme d'histoire comme un cheval de Troie introduit dans la forteresse de la Nation québécoise et dans l'identitaire de la nouvelle génération, est évidemment contestable. En fait, on pourrait soutenir que la révision du programme effectuée par le ministère, jugée superficielle par les intégristes de la mémoire nationale, traduit une mise au pas de la raison scientifique par les impératifs de la politique. En clair, les pressions exercées sur le ministère par les harangueurs nationalistes ont fait mouche. Le ministre a cédé aux diktats des surveillants du patrimoine historial québécois.

Une preuve de ce repli ? Comparons simplement les titres des grandes thématiques historiques privilégiées par le programme révisé aux titres initialement prévus par les gens du ministère. Dans la première version du programme, on parlait ainsi d'«émergence de la société canadienne» pour désigner la période qui va du XVI^e siècle à la Conquête. Quoique peu conventionnelle, cette interprétation est valable. Or, dans la version révisée du programme, on revient à une appellation contrôlée : «l'émergence d'une société en Nouvelle-France». Il en est de même pour la période allant de la Conquête à la Confédération. Dans la première mouture du programme, on titrait, maladroitement sans doute, mais pas faussement : «l'accession à la démocratie dans la colonie britannique». Dans la vision révisée, on parle de «changement d'empire et d'expérience du parlementarisme dans la colonie britannique». Quoi de plus classique – et de rassurant – pour les chantes du récit accrédité de l'histoire du Québec ?

On pourrait multiplier les exemples de réaménagements du programme par le ministère, la plupart ramenant, au cœur de l'histoire proposée aux élèves, les événements, personnages et cadres d'action traditionnels de l'expérience nationale québécoise. Évidemment, ces adaptations témoignent de la volonté du MELS de calmer, sans désavouer les objectifs cardinaux de la réforme et sans remettre en question le travail accompli par les comités de travail, les humeurs affectées de certaines critiques survoltées du programme. Nulle surprise devant pareille attitude. L'histoire étant une religion au Québec, le désir d'accommoder un maximum de communiant·s à l'eucharistie nationale est un dogme fortement ancré dans la culture politique des gouvernements, qui redoutent plus que tout de provoquer quelque schisme de nature historique.

UNE AUTRE HISTOIRE POSSIBLE DU QUÉBEC

Cela n'est pas à dire que le nouveau programme d'histoire soit sans reproche. Il importe toutefois de saisir les critiques pour ce qu'elles n'ont jamais cessé d'être au fond : la crainte de voir les jeunes adhérer à une *autre histoire* du Québec. Par autre histoire du Québec, on entend un récit présentant l'expérience historique de la société québécoise sous un angle qui ne serait pas fondamentalement celui de la lutte d'un peuple pour sa libération nationale. Or, pour un grand nombre d'intervenants, il s'agit là d'un crime de lèse-majesté. Sortir de la matrice nationalitaire pour faire l'histoire du Québec, c'est non seulement (re)nier le passé de la nation québécoise, c'est aussi fragiliser son avenir. Tant du point de vue de la rigueur que de celui de la pertinence, un tel récit se veut, aux yeux des cerbères de «l'histoire vraie» du Québec, l'expression d'un révisionnisme dangereux.

Mais est-ce bien le cas ? L'expérience historique québécoise peut-elle être racontée autrement que sur le mode d'une téléologie nationale sans mettre en danger la situation politique générale de cette société ? Peut-on «dénationaliser» l'histoire du Québec sans trahir le passé de cette société ? À ces deux questions, une seule réponse : OUI.

Il ne faut pas craindre en effet de faire une histoire du Québec à travers le récit des grands processus structurant de la modernité occidentale, qui ont généré bien des conflits et tensions : l'avènement de la démocratie représentative, le passage au capitalisme industriel, la création d'un espace de délibération publique, la diversification du tissu social, la pluralité des

identités, etc. Ce cadrage ample, qui appelle sa chronologie particulière et sa série événementielle spécifique, est d'ailleurs celui que les gens du ministère entendaient favoriser pour introduire les jeunes à l'évolution de la société québécoise d'hier à aujourd'hui. Bien que critiqué, ce cadrage est loin d'être inadéquat ou inapproprié. Il marque à quel point la société québécoise a participé d'une mouvance économique, politique et sociale partagée par d'autres sociétés ; combien, aussi, elle a été traversée de tout temps par des idées, des enjeux et des défis qui s'apparentaient à ceux des sociétés occidentales. La recherche historique des trente dernières années a montré que le parcours historique de la société québécoise avait représenté une variante particulière d'un parcours général et générique suivi par les sociétés occidentales. Voudrait-on nier l'apport de cette recherche et revenir à la vision d'un Québec exceptionnel par sa nature et sa trajectoire historiques, application locale d'une idéologie providentialiste (peuple distinct/peuple élu) que l'on croyait dépassée ? Dans ce cas, c'est la science qui y perdrait et les jeunes qui seraient bernés !

Cela ne veut pas dire que le développement historique de la société québécoise n'est que la réplique de ce qui est survenu ailleurs. Les contraintes géographiques, la nature du peuplement, le rôle joué par certains groupes sociaux dans la structuration de cette société sont autant d'éléments qui ont coloré, spécifié et orienté sa trajectoire. Pour en finir avec le débat simpliste visant à déterminer si le Québec a connu un parcours historique «normal» ou «particulier», on pourrait dire de cette société qu'elle s'est développée comme une «société normale particulière». Dans les faits, le Québec a évolué dans la mouvance des sociétés occidentales tout en inventant ses propres manières de pratiquer cette occidentalité, soit sur le mode d'une canadianité et d'une québécoité dont il faut reconnaître l'originalité. C'est d'ailleurs dans cette manière originale de vivre l'occidentalité que se découvre l'identité québécoise, laquelle s'est exprimée dans des aménagements linguistiques, institutionnels et culturels qui différencient cette société – non pas dans son fond, mais dans ses formes – des autres sociétés qui composent la mosaïque occidentale.

Et la question nationale ? Comment traiter du fait national au Québec sans littéralement soumettre l'étude de cette société aux exigences d'une entreprise nationaliste ? À vrai dire, la réponse n'est pas si compliquée : il suffit d'écouter le passé s'exprimer dans la diversité de ses voix et de rendre

compte de cette pluralité discursive et politique plutôt que de la ramener à quelque chose de simple et d'univoque.

Il est clair que la société québécoise est marquée depuis un bon moment par une intention nationale. Si l'on ne peut occulter la persistance et la prégnance de cette ambition collective, on ne peut non plus la grossir au point de tout fourrer dans sa panse expansive, comme si l'évolution entière de la société québécoise se résumait à la lente formation d'une nation en lutte pour sa survie et son achèvement historique dans l'État souverain. Par ailleurs, l'intention nationale qui s'est exprimée au Québec n'a jamais été monovalente. Au contraire, elle s'est toujours manifestée de manière pluri-voque, voire ambiguë, les Québécois étant tout à la fois animés par un désir de refondation, une volonté de continuation, une appétence pour la collaboration et une envie d'autonomisation. C'est d'ailleurs au carrefour de ces quatre vecteurs d'êtres et dans leur tension irréductible que l'on peut saisir le lieu politique de (p)référence des Québécois.

L'intention nationale est une caractéristique majeure de l'expérience historique québécoise. Elle est un facteur important *dans* l'évolution de cette société. On aurait tort toutefois de porter cette variable au rang d'explicateur universel *de* la destinée québécoise dans le temps. C'est pourtant ce que font, consciemment ou pas, tous ceux pour qui l'histoire du Québec est d'abord et avant tout l'histoire de la Nation québécoise. Or, l'histoire du Québec ne peut être présentée, sous peine de simplification abusive et de surdétermination de la méthode par la mémoire, comme l'histoire d'une Nation. L'histoire du Québec est celle plutôt de la formation d'une société inspirée par la référence nationale et traversée par une intention nationale diversement portée par ses habitants. Pour avancer, les Québécois ont toujours cherché des voies de passage mitoyen ou médian vers l'avenir, voies réformistes plutôt que révolutionnaires, conciliantes plutôt que violentes, prudentes plutôt que risquées. Le fait que la société québécoise ait été historiquement représentée, et qu'elle se soit instituée à plus d'un titre, comme une nation ne change rien au fait que l'idée de nation existant au sein de cette société n'a jamais fait l'unanimité chez ses habitants, surtout au chapitre de la forme politique globale à donner à cette nation. Cette hétérogénéité de l'idée et de la pratique de la nation au sein de la société québécoise est encore bien vivante aujourd'hui, n'en déplaie à ceux qui voudraient que les Québécois se branchent une fois pour toutes – ce qu'ils ne semblent pas prêts à faire à l'heure actuelle...

C'est cette histoire d'une société complexe, tout à la fois universelle et spécifique dans son développement, originale par ses combinaisons d'euro-péanité, d'américanité et d'autochtonité amalgamées au sein d'un creuset identitaire particulier, celui de la canadienité régénérée dans la québécoité, qui doit être présentée aux jeunes. Nulle intention ici d'omettre quelque fait d'histoire ou quelque conflit. Mais nulle intention non plus d'enclorre le passé dans un récit dont les tenants et les aboutissants sont déterminés par une vision historique du Québec répondant à un projet politique d'avenir pour cette société. L'époque actuelle est à la complexification de la référence nationale, pas à sa simplification. Le récit de l'histoire du Québec n'a pas à se déployer dans les cadres sociaux de la mémoire nationale des Québécois.

Amener les élèves à découvrir la complexité historique du Québec et leur faire comprendre qu'il ne peut y avoir un seul récit du parcours emprunté dans le temps par la société québécoise, ce n'est pas stériliser leur mémoire, détourner leur être politique ou les condamner à l'ignorance factuelle. C'est leur donner les moyens d'aiguiser leur intelligence historique, d'enrichir leurs perspectives critiques et de sortir d'un territoire historial et mémoriel qui les limite au lieu de les libérer.